L. 10.679/2.

ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre de l'Intérier, le 14 mars 1969, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "modifiant l'arrêté royal du 21 août 1967 réglementant les courses cyclistes", a donné le 26 mars 1969 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, de 14e maart 1969 door de Minister van Binnenlandse Zaken verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot wijziging van het koninklijk besluit van 21 augustus 1967, houdende reglementering van de wielerwedstrijden", heeft de 26e maart 1969 het volgend advies gegeven :

PREAMBULE.

L'alinéa ler devrait être rédigé comme suit :

"Vu la loi relative à la police de la circulation routière, coordonnée le 16 mars 1968, notamment l'article 9;".

Il est de règle de citer l'arrêté modifié dans le préambule de l'arrêté modificatif. Le préambule de l'arrêté en projet doit, dès lors, être complété par le texte suivant qui en formera l'alinéa 2 :

"Vu l'arrêté royal du 21 août 1967 réglementant les courses cyclistes et modifiant l'arrêté royal du 8 avril 1954 portant règlement sur la police de la circulation routière".

EXAMEN DES ARTICLES.

L'arrêté en projet rend applicables aux épreuves de cyclo-cross, la plupart des dispositions de l'arrêté royal du 21 août 1967. Il s'indiquerait, dès lors, de compléter l'intitulé de cet arrêté royal.

Par ailleurs, les dispositions de l'arrêté royal du 21 août 1967, modifiant l'arrêté royal du 8 avril 1954, ont été reprises dans l'arrêté royal du 14 mars 1968 portant règlement général sur la police de la circulation routière, qui a remplacé l'arrêté royal du 8 avril 1954.

.../...

Ces dispositions modificatives n'ont donc plus d'objet et il est proposé de supprimer, dans l'intitulé de l'arrêté royal du 21 août 1967, la référence à l'arrêté royal du 8 avril 1954.

A ces fins, un nouvel article, qui serait l'article ler du projet, devrait être inséré sous la forme suivante :

"Article ler.-

L'intitulé de l'arrêté royal du 21 août 1967 réglementant les courses cyclistes et modifiant l'arrêté royal du 8 avril 1954 portant règlement général sur la police de la circulation routière , est remplacé par l'intitulé suivant :

"Arrêté royal réglementant les courses cyclistes et les épreuves de cyclo-cross".

Le numérotage des articles du projet devra être modifié en conséquence.

Article ler (qui devient l'article 2).

La rédaction suivante est proposée :

"Article 2.-

L'article ler du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

"Article ler. § ler. L'organisation de courses cyclistes ou d'épreuves de cyclo-cross disputées en totalité ou en partie sur la voie publique, la participation à ces épreuves et la délivrance de l'autorisation prévue par l'article 9 de la loi relative à la police de la circulation routière, sont soumises aux conditions établies par le présent arrêté.

.../...

§ 2. Toutefois, les articles 5, 6, alinéas 1er et 2, 8, 9, 17, alinéa 2, ne s'appliquent pas aux épreuves de cyclo-cross".

Article 2 (qui devient l'article 3).

La rédaction suivante est proposée :

"Article 3.-

L'article 5 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

"Article 5. Lorsque la course ne se déroule pas sur un parcours entièrement fermé à toute circulation, un véhicule automobile doit précéder le premier coureur de 300 mètres au moins et de 1.000 mètres au plus. Dans les agglomérations, la distance minimale doit être observée dans la mesure du possible.

(alinéas 2 et 3 : textes du projet, 2° et 3°)".

Article 3 (qui devient l'article 4).

Le Conseil d'Etat fait observer que le brevet d'ambulancier ou de secouriste ne fait l'objet d'aucune réglementation et peut, en conséquence, être délivré par toute personne ou organisme privés.

Le texte suivant est proposé :

"Article 4.-

L'article 6 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

"Article 6. Les organisateurs doivent ... (texte de l'article 6, alinéa 1er).

.../...

Dans chaque épreuve, un véhicule automobile ayant à son bord un médecin accompagne les coureurs. Pour les épreuves réservées uniquement aux coureurs non professionnels, la présence d'une personne possédant le brevet d' hospitalier ou le brevet de secouriste est suffisante. Le véhicule automobile est équipé d'un brancard et de la boîte de secours n° 1 prévue dans le règlement général sur la protection du travail.

Dans les épreuves qui se déroulent en circuit fermé, un poste fixe sanitaire doit être installé et occupé, selon la distinction faite à l'alinéa 2, par un médecin ou parun hospitalier ou un secouriste".

Article 4 (qui devient l'article 5).

Le texte suivant est proposé :

"Article 5.-

L'article 7 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

"Article 7. L'arrivée, sauf si elle a lieu .. (texte de l'article 7, alinéa 1er). Pour les courses réservées aux coureurs non professionnels ... (texte du projet).

Les organisateurs ... (texte de l'article 7, alinéa 2). Pour les courses réservées aux coureurs non professionnels ... (texte du projet).

Sauf les membres ... (article 7, alinéa 3).

Les autorités communales ... (article 7, alinéa 4) ".

.../...

Article 5 (qui devient l'article 6).

Les documents institués par les arrêtés royaux du 12 avril 1965 (coupe-file de presse périodique, laissez-passer national de presse, carton-insigne) ont "pour seul objet de faciliter l'identification des journalistes dans l'exercice de leur profession et de permettre aux autorités publiques de prêter aux représentants de la presse tout le concours compatible avec les circonstances".

Le laissez-passer général prévu par le projet doit permettre à son titulaire de suivre les courses.

Il est proposé de rédiger comme suit l'alinéa 1er de l'article 9 :

"Article 6.-

L'article 9, alinéa 1er, du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

"Article 9. Sont seuls admis à accompagner la course, les véhicules dont les conducteurs sont porteurs d'un laissez-passer délivré par le directeur de course ou d'un laissez-passer général délivré à cet effet par le Ministre de l'Intérieur à la demande des journalistes professionnels, des journalistes de la presse périodique d'information spécialisée et des membres des associations sportives chargés de surveiller l'organisation technique des courses".

.../...

Article 6 (qui devient l'article 7).

La rédaction suivante est proposée :

"Article 7.

A l'article 10, alinéa 2, du même arrêté, le mot ....."

Article 7 (qui devient l'article 8).

Selon les renseignements donnés par le Ministre de la Santé publique, les centres spécialisés de médecine sportive sont en voie d'être créés. Leur création doit, normalement, intervenir avant que l'arrêté royal en projet ne soit publié. S'il n'en était pas ainsi, la disposition nouvelle ne saurait être appliquée.

Sous cette réserve, il est proposé de rédiger comme suit la disposition en projet :

"Article 8.

L'article 11, alinéa 4, du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

" Peuvent, toutefois, s'inscrire aux épreuves dépassant 80 km, les mineurs de sexe masculin ayant 18 ans accomplis, reconnus physiquement aptes par un centre spécialisé de médecine sportive agréé et selon des normes arrêtées par le Ministre de la Santé publique".

Article 8 (qui devient l'article 9).

Cet article devrait être rédigé comme suit :

.../...

"Article 9.

L'article 12, alinéa 4, du même arrêté est abrogé".

En vue de mettre l'article 14, 4°, en concordance avec le nouveau Code de la route, il est proposé d'insérer un nouvel article 10 rédigé comme suit :

"Article 10.

L'article 14, 4°, du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

" 4° aux membres du service d'ordre et aux signaleurs visés à l'article 38 de l'arrêté royal du 14 mars 1968 portant règlement général sur la police de la circulation routière".

Article 9 (qui devient l'article 11).

Cet article devrait être rédigé de la manière suivante :

"Article 11.

A l'article 19, alinéa 1er, du même arrêté les mots "deux mois" sont remplacés par les mots "trois mois".

Article 10 (qui devient l'article 12).

Le texte suivant traduirait mieux les intentions du Gouvernement :

"Article 12.

L'article 21 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

" Article 21.

Si la course emprunte une voie publique faisant partie de la grande voirie de l'Etat ou traverse un carrefour dont une de ces voies fait partie, l'autorisation ne peut être délivrée que sur avis conformes des ingénieurs en chef-directeurs des services des Ponts et Chaussées dans les ressorts desquels se déroule la course.

Si les avis sont divergents, l'autorisation ne peut être délivrée que de l'avis conforme du Ministre des Travaux publics ou de son délégué.

Si la course emprunte .... (article 21, alinéa 3, de l'arrêté royal)....".

Article 11 (qui devient l'article 13).

La rédaction suivante est proposée :

"Article 13.

A l'article 23, alinéa ler, du même arrêté, les mots "quinze jours" sont remplacés .....".

Un article 14 nouveau doit charger de l'exécution du présent arrêté les neuf Ministres qui le proposent.

Aanhef.

Het eerste lid zou als volgt moeten worden gelezen :

"Gelet op de wet betreffende de politie over het wegverkeer, gecoördineerd op 16 maart 1968, inzonderheid op artikel 9;".

Het is regel, dat het gewijzigd besluit wordt vermeld in de aanhef van het wijzigingsbesluit. De aanhef van het ontwerp-besluit moet derhalve worden aangevuld met een tweede lid :

"Gelet op het koninklijk besluit van 21 augustus 1967 tot reglementering van wielerwedstrijden en tot wijziging van het koninklijk besluit van 8 april 1954 houdende algemeen reglement op de politie van het wegverkeer;".

ONDERZOEK VAN DE ARTIKELEN.

Het ontwerp-besluit verklaart de meeste bepalingen van het koninklijk besluit van 21 augustus 1967 van toepassing op de veldritten. Het opschrift van dat koninklijk besluit zou dan ook moeten worden aangevuld.

Anderzijds zijn de bepalingen van het koninklijk besluit van 21 augustus 1967, tot wijziging van het koninklijk besluit van 8 april 1954, overgenomen in het koninklijk besluit van 14 maart 1968 houdende algemeen reglement op de politie van het wegverkeer, dat het koninklijk besluit van 8 april 1954 vervangen heeft.

.../...

Die wijzigingsbepalingen dienen dus niet meer; derhalve wordt voorgesteld de verwijzing naar het koninklijk besluit van 8 april 1954 in het opschrift van het koninklijk besluit van 21 augustus 1967 te schrappen.

Daartoe behoort een nieuw artikel, dat artikel 1 van het ontwerp zou worden, te worden ingevoegd als volgt :

"Artikel 1.-

Het opschrift van het koninklijk besluit van 21 augustus 1967 tot reglementering van wielerwedstrijden en tot wijziging van het koninklijk besluit van 8 april 1954 houdende algemeen reglement op de politie van het wegverkeer, wordt door het volgende opschrift vervangen :

"Koninklijk besluit tot reglementering van wielerwedstrijden en veldritten".

De artikelen van het ontwerp moeten dienovereenkomstig worden vernummerd.

Artikel 1 (dat artikel 2 wordt).

Voorgesteld wordt :

"Artikel 2.-

Artikel 1 van hetzelfde besluit wordt door de volgende bepaling vervangen :

.../...

"Artikel 1.- § 1. Aan de inrichting van wielerwedstrijden of veldritten die geheel of gedeeltelijk op de openbare weg worden gehouden, aan de deelneming aan zodanige wedstrijden en aan de afgifte van de vergunning bedoeld in artikel 9 van de wet betreffende de politie over het wegverkeer, zijn de voorwaarden verbonden welke dit besluit bepaalt.

§ 2. De artikelen 5, 6, eerste en tweede lid, 8, 9 en 17, tweede lid, zijn echter niet van toepassing op veldritten".

Artikel 2 (dat artikel 3 wordt).

Voorgesteld wordt :

"Artikel 3.-

Artikel 5 van hetzelfde besluit wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 5.- Wanneer de wedstrijd niet op een volledig voor ieder verkeer gesloten parcours gehouden wordt, moet een motorvoertuig ten minste 300 meter en ten hoogste 1.000 meter vóór de eerste renner uit rijden. In bebouwde kommen moet zoveel mogelijk de minimum-afstand worden gehouden.

(tweede en derde lid : teksten van het ontwerp onder 2° en 3°).

Artikel 3 (dat artikel 4 wordt).

De Raad van State merkt op dat het brevet van ambulancier of van secourist niet gereglementeerd is en dus door enige particulier of privé-instelling kan worden afgegeven.

.../...

Voorgesteld wordt :

"Artikel 4.-

Artikel 6 van hetzelfde besluit wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 6._ De inrichters ... (tekst van artikel 6, eerste lid).

In iedere wedstrijd worden de renners vergezeld door een motorvoertuig waarin een geneesheer heeft plaatsgenomen. Voor de wedstrijden waaraan alleen niet-beroepsrenners mogen deelnemen,is het voldoende dat een persoon aanwezig is die houder is van het brevet van ziekenhuisassistent of van secourist. Het motorvoertuig moet uitgerust zijn met een draagberrie en met de hulpdoos nr. 1 als voorgeschreven in het algemeen reglement voor de arbeidsbescherming.

Bij wedstrijden die op een gesloten parcours gehouden worden, moet een vaste hulppost worden ingericht waar, volgens het in het tweede lid gemaakte onderscheid, een geneesheer dan wel een ziekenhuisassistent of secourist aanwezig is".

Artikel 4 (dat artikel 5 wordt).

Voorgesteld wordt :

"Artikel 5.-

Artikel 7 van hetzelfde besluit wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 7._ Behalve wanneer de aankomst ... (tekst van artikel 7, eerste lid). Bij wedstrijden waaraan alleen niet-beroepsrenners mogen deelnemen,moet de aankomstplaats ... (tekst van het ontwerp).

.../...

De inrichters ... (tekst van artikel 7,tweede lid). Bij wedstrijden waaraan alleen niet-beroepsrenners mogen deelnemen ... (tekst van het ontwerp).

Behalve de leden ... (artikel 7, derde lid).

De gemeenteoverheden ... (artikel 7, vierde lid)".

Artikel 5 (dat artikel 6 wordt).

De documenten die zijn ingesteld door de koninklijke besluiten van 12 april 1965 (doorgangsbewijs voor de periodieke pers, nationale perskaart, insignekaart) "dienen alleen om de identificatie van de journalisten bij het uitoefenen van hun beroep te vergemakkelijken en om de openbare overheid in staat te stellen de vertegenwoordigers van de pers alle medewerking te verlenen die met de omstandigheden overeen te brengen is".

Het in het ontwerp bedoelde "algemeen doorgangsbewijs" moet de houder ervan in staat stellen de wedstrijden te volgen.

Voorgesteld wordt, het eerste lid van artikel 9 als volgt te lezen :

"Artikel 6.-

Artikel 9, eerste lid, wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 9. Alleen die voertuigen mogen de wedstrijd vergezellen, waarvan de bestuurders in het bezit zijn van een door de koersdirecteur afgegeven doorgangsbewijs of van een algemeen doorgangsbewijs daartoe door de Minister van Binnenlandse Zaken afgegeven op verzoek van de

.../...

beroepsjournalisten, de journalisten van de periodieke pers voor gespecialiseerde informatie en de leden van de sportverenigingen die belast zijn met het toezicht op de technische organisatie van de wedstrijden".

Artikel 6 (dat artikel 7 wordt).

Voorgesteld wordt :

"Artikel 7.-

In artikel 10, tweede lid, van hetzelfde besluit wordt het woord "eventueel" ingevoegd tussen ...".

Artikel 7 (dat artikel 8 wordt).

Volgens inlichtingen verstrekt door de Minister van Volksgezondheid, zijn de gespecialiseerde medische sportcentra in wording. Normaal moeten zij opgericht zijn vooraleer het ontwerp-koninklijk besluit wordt bekendgemaakt. Zoniet, dan zou de nieuwe bepaling niet toegepast kunnen worden.

Onder dit voorbehoud wordt voorgesteld de bepaling van het ontwerp als volgt te lezen :

"Artikel 8.-

Artikel 11, vierde lid, van hetzelfde besluit wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Voor wedstrijden waarvan het parcours meer dan 80 km bedraagt, mogen zich evenwel laten inschrijven mannelijke minderjarigen die volle 18 jaar zoud zijn en lichamelijk geschikt bevonden zijn door een erkend gespecialiseerd medisch sportcentrum en volgens de normen vastgesteld door de Minister van Volksgezondheid".

.../...

Artikel 8 (dat artikel 9 wordt).

Dit artikel zou als volgt moeten worden gerediGeerd :

"Artikel 9.-

Artikel 12, vierde lid, van hetzelfde besluit wordt opgeheven".

Ten einde artikel 14, 4°, in overeenstemming te brengen met het nieuwe verkeersreglement, wordt voorgesteld een nieuw artikel 10 in te voegen, luidend als volgt :

" Artikel 10.-

Artikel 14, 4°, van hetzelfde besluit wordt door de volgende bepaling vervangen :

"4° van de leden van de ordedienst en van de signaalgevers, bedoeld in artikel 38 van het koninklijk besluit van 14 maart 1968 houdende algemeen reglement op de politie van het wegverkeer".

Artikel 9 (dat artikel 11 wordt).

Dit artikel zou als volgt moeten worden gelezen :

"Artikel 11.-

In artikel 19, eerste lid, van hetzelfde besluit worden de woorden "twee maanden" vervangen door "drie maanden".

.../...

Artikel 10 (dat artikel 12 wordt).

In de volgende tekst zou de bedoeling van de Regering beter tot uiting komen.

"Artikel 12.-

Artikel 21 van hetzelfde besluit wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 21.

Wanneer de wedstrijd een openbare weg die deel uitmaakt van het Rijkswegennet volgt, of voorbijkomt aan een kruispunt waarvan een van die wegen deel uitmaakt, mag de vergunning slechts verleend worden op eensluidend advies van de hoofdingenieurs-directeurs van de diensten van Bruggen en Wegen in wier ambtsgebied de wedstrijd plaats heeft.

Zijn de meningen verdeeld, dan kan de vergunning alleen worden verleend op eensluidend advies van de Minister van Openbare Werken of van zijn gemachtigde.

Wanneer de wedstrijd een bosweg ... (artikel 21, derde lid, van het koninklijk besluit) ...".

Artikel 11 (dat artikel 13 wordt).

Voorgesteld wordt :

"Artikel 13.-

In artikel 23, eerste lid, van hetzelfde besluit worden de woorden "vijftien dagen" vervangen door ...".

Een nieuw artikel 14 moet de negen Ministers die het besluit voordragen, met de uitvoering daarvan belasten.

ıbre était composée de		De kamer was samengesteld uit	
;urs :	G. VAN BUNNEN,	conseiller d'Etat,	président,
ɾen :		staatsraad,	voorzitter,
	J. MASQUELIN,	conseillers d'Etat,	
ne :	G. CISELET,	staatsraden,	
ouw :			
sieurs :	P. DE VISSCHER,	assesseurs de la	
Heren :	G. ARONSTEIN,	section de législation, bijzitters van de afdeling wetgeving,	
	G. DE LEUZE,	greffier adjoint, adjunct-griffier,	greffier, griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M.G. VAN BUNNEN.

Le rapport a été présenté par M.J. COOLEN, substitut de l'auditeur général.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. G. VAN BUNNEN.

Het verslag werd uitgebracht door de H. J. COOLEN, substituut-auditeur-generaal.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(s.) G. DE LEUZE.

(s.) G. VAN BUNNEN.